

Pour l'avenir des énergies vertes, « une initiative commune franco-allemande nous paraît impérative »

L'Allemande Monika Schnitzer, présidente du GCEE, et le Français Camille Landais, président du CAE, représentent deux organismes de conseil économique parmi les plus influents d'Europe. Pour la première fois, ils s'associent pour exhorter leurs gouvernements respectifs à travailler ensemble pour accélérer la décarbonation de l'industrie européenne.

Vos instituts économiques respectifs, le Conseil d'Analyse économique (CAE) et le GCEE (*German Council of Economic Experts*, Conseil allemand des experts économiques), sont des organismes indépendants dont les études guident l'action de leurs gouvernements. Pour la première fois, vous avez collaboré sur une étude commune qui étudie les effets de l'*Inflation Reduction Act* (IRA), la mesure économique phare du gouvernement Biden aux USA. Pourquoi cette loi américaine a-t-elle un tel effet sur l'Europe ? Que représente-t-elle ?

Camille Landais. L'IRA est d'abord une aide financière considérable pour l'industrie américaine, et ensuite une distorsion possible pour le commerce international : elle donne un avantage compétitif au *made in USA*, dont les investissements « décarbonés » seront financés par des subventions étatiques. C'est cela qui menace les intérêts économiques des autres pays. Donc nous avons étudié l'IRA de plus près. Un premier point est positif : c'est la première fois que les Etats-Unis conçoivent un plan fédéral global pour réduire les émissions de carbone de leur industrie, et l'effort est important : sans l'IRA, la trajectoire américaine prévoyait une réduction de 37 % de ses émissions de CO en 2040 par rapport à 2005. Avec l'IRA, une réduction supplémentaire de 10 % sera possible, ce qui est considérable. Ceci dit, pour arriver à ce résultat, l'IRA subventionnera massivement des secteurs industriels. Il est difficile d'évaluer le montant moyen de ces aides et ce qu'elles entraînent : les estimations sont variées dans les études faites jusqu'à présent. On estime le coût total de l'IRA entre 390 et 900 milliards de dollars entre 2023 et 2031.

Si on regarde de plus près, par rapport à ce que fait l'Europe, on n'est pas si loin en magnitude : ce sont quasiment les mêmes sommes qui sont en jeu. Mais la nature des aides est radicalement différente : les nôtres sont complexes, jouent sur des niveaux différents, comme l'aide à la recherche. Les leurs sont nettement plus simples et efficaces, et destinées à changer les modes de production. Elles sont plus proches du marché final, du consommateur. Quelles en seront les conséquences ? L'effet macroéconomique reste limité par rapport à ce que les entreprises américaines investissent globalement. L'impact est donc faible pour nos pays. Mais sur le plan sectoriel, certains secteurs seront particulièrement visés par les aides, et donc susceptibles d'obtenir un avantage concurrentiel réel. Par exemple, des aides importantes

sont prévues pour développer la voiture électrique, qui devra avoir un contenu made in USA important pour en bénéficier. Mais face à cet effet, on constate que les ventes de véhicules électriques représentent déjà 20 % du marché en Europe, contre 8 % aux Etats-Unis, donc, notre mutation électrique est bien plus avancée : nos constructeurs ont donc moins besoin d'aides.

Ecologie : l'espoir vient des Etats-Unis

Par ailleurs, l'IRA a oublié une partie du marché : les véhicules vendus en leasing ne sont pas concernés par les nouvelles règles. Enfin, l'auto européenne est mieux protégée que l'américaine, puisque nous avons des tarifs douaniers de 10 % appliqués aux importations, une aide réelle face à la concurrence chinoise, alors que les taxes à l'importation américaine sont de 2,5 %. On peut donc considérer que nous avons déjà mis en place des subventions pour nos constructeurs. Un autre secteur privilégié par l'IRA, c'est la fabrication d'hydrogène vert, et là, les répercussions peuvent être nettement plus importantes pour nos avenir économiques respectifs. Cette énergie est une des pistes importantes pour décarboner nos industries « lourdes », et si les Etats-Unis réussissent à obtenir un coût compétitif, ils prendront un avantage important sur l'Europe. L'objectif de l'IRA est de faire passer le prix du kilo d'hydrogène vert de 4 dollars à 1 dollar, et ainsi d'obtenir une énergie verte abondante et bon marché pour l'industrie. Le coût actuel de production en Europe est lui de 4 euros par kilo. Si nous n'agissons pas, certaines industries américaines, comme la production d'ammoniac, ou dans une moindre mesure celle de l'acier, bénéficieront donc d'un avantage par rapport à l'Europe, d'autant que nous pourrions difficilement importer cet hydrogène bon marché : le transport en est compliqué et coûteux, et, de plus, les Américains absorberont toute leur production. Il est donc important de développer une stratégie pour produire un hydrogène vert bon marché en Europe.

Face à l'Inflation Reduction Act, quelle doit donc être la réponse européenne ?

Monika Schnitzer. Le premier point essentiel, c'est que nous devons éviter d'entrer dans la course aux subventions publiques : les sommes en jeu sont trop faibles pour créer une panique. Il faut donc réagir prudemment, même si nous pouvons aussi nous inspirer de ce plan : il est simple et rapide pour les industries concernées. Nous avons, de plus, d'autres réponses en Europe pour nous décarboner : nous avons créé une tarification du CO₂, qui incite les entreprises à faire des efforts si elles émettent trop de carbone. Les USA n'ont rien fait sur ce point. Nous, nous pensons que subventionner la transition tout en taxant le CO₂ est bien plus efficace que la solution américaine.

Le deuxième point essentiel, encore plus important, ce sera la production d'énergie verte. Et là-dessus, une initiative commune franco-allemande nous paraît impérative. L'Allemagne a décidé d'aller vers la production d'hydrogène vert, pour remplacer le gaz et le charbon, alors que la France relance son nucléaire. Les deux programmes présentent des risques quant à leur réussite, mais avoir ces deux options radicalement différentes est une chance pour l'Europe, qui aura ainsi plus de chances de réussir. Chacun doit avancer sur sa voie, sans se mettre de bâtons dans les roues.

L'hydrogène sera-t-il la véritable énergie verte de demain ?

L'IRA n'est donc pas une révolution qui va donner un avantage décisif à l'économie américaine, comme le craignent de nombreux industriels du continent ?

C. L. Regardez les chiffres ! Ce n'est pas une menace massive pour notre industrie

M. S. Il y a déjà des différences de prix aujourd'hui pour l'accès à l'énergie entre les Européens et les Américains, qui bénéficient d'un gaz nettement moins cher, grâce à leurs investissements dans le gaz de schiste. La compétitivité est donc déjà un enjeu pour les Européens, mais les prix de l'énergie ne sont pas le seul facteur décisif. La qualité et la disponibilité d'une main-d'oeuvre qualifiée sont aussi absolument nécessaires. C'est un autre type de limitation. Et par ailleurs, nul ne connaît l'évolution politique des USA dans les années qui viennent, et cela peut être un facteur d'instabilité. Je serai prudente si je voulais délocaliser.

France et Allemagne ont-ils les mêmes objectifs ?

C. L. On se pose des questions différentes mais les défis sont similaires, car nos économies sont toutes intégrées en Europe. Prenez les constructeurs automobiles ; ils produisent dans tous les pays. Les challenges pour réussir la mutation verte sont donc les mêmes entre France et Allemagne, mais aussi entre tous les Européens.

M. S. Nous prenons un chemin différent vers la décarbonation : le nucléaire pour les Français, le gaz et l'hydrogène pour les Allemands, et là, il faut absolument travailler ensemble. Il est contre-productif pour l'Allemagne de vouloir bloquer le nucléaire français, mais il est aussi contre-productif pour les Français de ne pas aider les projets de pipeline gazier entre l'Espagne et l'Allemagne. Ce n'est pas une priorité française, mais c'est important pour les autres.

C. L. Il faut que la France et les autres réalisent l'importance de leur marché de l'électricité intégré. L'hiver dernier, s'il n'y a pas eu de black-out, c'est grâce à l'intégration de nos marchés de l'électricité. Nous devons nous aider les uns et les autres pour mener ensemble cette transition.

Alors comment avancer ensemble ?

M. S. L'Allemagne doit éviter par exemple de bloquer à Bruxelles les projets français dans le nucléaire. Le futur, c'est l'électricité renouvelable, et nous devons investir dans des réseaux communs. Il faut un plan franco-allemand, un plan commun pour dessiner cet avenir.

C. L. Notre crainte principale, c'est que la peur de l'IRA finisse par des guerres de subventions entre les deux pays pour attirer ou garder les industries, des guerres non coordonnées.

C'est ce qu'on a vu ces derniers mois pour attirer l'usine Tesla en Allemagne, par exemple, ou des usines de batteries électriques...

C. L. Oui. Donc, sur le marché de l'électricité, il faut absolument travailler en-

semble. Il faut intégrer le nucléaire français dans le système européen, sans résistance des uns et des autres. L'électricité sera la clé de la compétitivité industrielle.

Maxence Cordiez : « Il est temps de dépasser l'opposition nucléaire-renouvelables »

M. S. Les industriels sont inquiets devant tous ces changements, ils demandent des aides publiques. Mais les économistes sont tous d'accord pour estimer que les prix de l'énergie ne reviendront plus au niveau d'avant la guerre. Or d'autres pays que nous sont mieux placés pour faire de l'électricité verte bon marché, parce qu'ils ont plus de soleil, ou plus de rivières. Donc, nos industries doivent commencer à s'adapter à ce nouvel univers, notamment en Allemagne. Nous avons inventé l'ammoniac, c'est toujours un point fort de notre chimie ; mais sa fabrication demande beaucoup d'énergie. Peut-être faut-il accepter qu'elle sera fabriquée ailleurs. Il faut se préparer ensemble à ce nouveau monde. Cela suppose un cadre clair, afin que les industriels prennent les meilleures décisions pour leurs investissements, car l'argent de la transition énergétique sera avant tout de l'argent venant du secteur privé.

par L'obs